

Je ne suis pas la neuvième partie de ce que j'étais.

On ne trouverait pas en moi assez d'étoffe pour matelasser un collet.

—Etes-vous encore capable de porter un bâton, Neal?—J'en ai un là de noisetier qui est comode, dit le tailleur; mais à quoi bon de la porter quand je ne peux trouver personne avec qui me battre? Je moisis faute d'une raclée! Mais si vous aviez de la patience.....

(A Continuer.)

Les personnes à qui nous adressons L'ÉLECTEUR sont priées de nous envoyer le montant de leur abonnement qui ne peut être moindre que de six mois. Si elles ne veulent pas s'abonner, elles sont priées de le renvoyer.

QUEBEC:

SAMEDI, 16 FÉVRIER 1867.

Ce qui domine au-dessus de toutes les agitations dont les Etats Unis sont en proie, c'est l'affranchissement des esclaves. Tant qu'a duré la guerre civile, tous les hommes de quelque importance, restés fidèles à l'Union, se sont efforcés de ramener tous les esprits à ce seul principe. La ténacité de quelques uns fut telle, que le Sud, de guerre las, finit par entériner ses propres nègres et leur confier la garde de certains postes. Et pourtant le Sud voulait assésor sa confédération sur l'esclavage; et Stephens, le vice-président, le collègue de Jefferson Davis, avait dit que l'institution odieuse serait la pierre angulaire du nouvel édifice!

Mais pour arriver à un pareil résultat, il fallait des hommes pleins de foi dans leurs idées et capables de les faire triompher par l'inflexibilité de leur caractère. Au début de la grande guerre, le Nord était comme frappé de stupeur; le coup de canon du fort Sumter avait produit le découragement dans bien des cœurs; on ne voulait pas croire que les hommes du Sud persisteraient dans leur entreprise impie contre une constitution qui avait abrité toute les libertés, même celle de trafiquer des âmes!

Notre intention n'est pas de faire l'histoire de l'abolition graduelle de l'esclavage aux Etats Unis; de démontrer comment de nationale que l'institution était, elle devenait sectionnaire par l'émancipation des esclaves dans le district de Columbia; de parler non plus des esclaves fugitifs rendus aux unionistes du Sud, de la confiscation d'autres esclaves sur les plantations, enfin de ceux dont l'affranchissement devient en dernier lieu une condition de paix avec leurs maîtres. Nous voulons seulement insister quelque peu sur la part que certains hommes, inflexibles dans leur conviction, ont prise à l'élevation de la race noire.

Les confédérés ne voulurent pas d'abord reconnaître aux soldats noirs du Nord le caractère de belligérants, et leur vouèrent une guerre d'extermination: au fort Pillow on ne fit quartier à aucun. L'embarras de Lincoln devient grand, comme on peut se l'imaginer. Cependant il ne se découragea pas, et choisit le général Butler pour débattre cette question épineuse de l'échange des prisonniers noirs, et de la protection que leur devait le Nord. Le général accomplit sa tâche avec une inexorable fermeté: "homme pour homme, officier pour officier, soldat pour soldat," tels furent les termes qu'il posa au Sud orgueilleux qui finit par épargner les soldats noirs, tout en les faisant travailler aux fortifications comme des forçats. Sur le champ, le général Butler se mit à traiter les prisonniers confédérés de la même façon. Le Sud céda enfin devant la détermination de Butler, et le soldat noir de l'Union, prisonnier, fut traité comme prisonnier de guerre!

Voilà, en peu de mots, la part glorieuse qui revient au général Butler dans l'affranchissement de l'esclave aux Etats Unis, qui est l'un des faits les plus considérables de ces temps modernes, et dans l'abaissement de cette arrogante aristocratie qui avait étayé sa puissance sur un abominable servage. L'histoire, pas celle que l'on écrit pour le compte des partis politiques, n'oubliera pas de glorifier les hommes qui ont eu foi dans les immortels principes d'égalité et de fraternité.

—La *Chronique* de Québec, feuille ministérielle, cherche quelquefois à se faire illusion sur sa servilité, par des petites moues aux ministres comme celle-ci, par exemple. Parlant des déclarations que les députés prodiguent en Angleterre, tandis qu'ils ne font rien connaître en Canada, où se trouvent les véritables intéressés, "il n'y a rien, en cela, de surprenant, dit-il. Le public du Canada a depuis longtemps cessé d'espérer des renseignements sur ses intérêts les plus importants, de la part de ses gouvernants à Londres ou ici. En l'absence d'une opposition fortement organisée, les ministres croient qu'il n'ont aucune raison de montrer du respect au public. Depuis l'arrivée des députés à Londres, ils n'ont pas envoyé un seul télégramme autorisé. C'est par trop criant!"—Cet accès d'indépendance fait honneur à la *Chronique*. La *Minerve* devrait parfois imiter son confrère de Québec ne serait-ce que pour faire division à la monotonie de son servilisme.—*National*.

L'article éditorial suivant de l'*Union Nationale*, peint si bien la position misérable de notre population ouvrière de Québec, que nous devons l'insérer dans notre feuille. Nous reviendrons certainement sur cette importante question:

LA QUESTION DES SALAIRES.

D'une extrémité à l'autre du Canada, on n'entend généralement qu'un cri, et ce cri est pénible, il est sinistre:

"Les salaires sont trop bas; on ne gagne pas assez pour vivre!"

Ce cri est-il fondé? est-il vrai? Oui. Il a toute la population pour témoin. Les salaires sont modiques, trop modiques; l'ouvrier ne peut honorablement vaquer dans la société avec cette pitance. Il n'y a qu'une union là-dessus.

Mais quelle est la cause de la modicité des salaires en Canada? Notre pays est jeune, rempli de ressources naturelles, que Dieu lui a prodiguées avec sa grande et généreuse main, qui ne compte jamais ce qu'elle donne. Comment la misère y trouve-t-elle son chemin?

Certes, pour nous, la question est simplifiée depuis longtemps, mais depuis surtout que nous l'avons étudiée à fond, en recherchant les causes des malheurs de notre patrie et de plus les remèdes à ces maux.

Tout cela est dû au défaut d'industrie manufacturière.

Et le défaut d'industrie manufacturière est dû à la connexion impériale, qui annihile, par des influences égoïstes et même coupables, notre prétendue liberté de faire nous-même notre tarif qui donne au manufacturier anglais tous les avantages que devrait avoir le manufacturier canadien.

Nous avons traité cette question sous toutes ses faces dans le travail que nos imprimeurs vont bientôt livrer à la publicité. Nous nous contenterons d'expliquer en deux mots notre pensée.

Ceux qui ne comprennent pas la question industrielle disent: "Mais vous voudriez donc que tout le monde travaillât dans les manufactures, puisque vous répondez invariablement à nos plaintes: "Il nous faudrait des manufactures!" Supposons que telle serait notre pensée; ne vaudrait-il pas mieux gagner sa vie dans les manufactures que de végéter dans toute autre carrière de la vie? Sans doute, Mais nous disons de suite qu'on interprète mal notre pensée.

Trois industries-mères doivent alimenter un peuple.

En premier lieu, l'industrie agricole.

En second lieu, l'industrie manufacturière.

En troisième lieu, l'industrie commerciale.

Les trois sont essentielles à la prospérité d'un peuple. Nous ne les énumérons donc, pas par ordre d'importance, mais par ordre de nécessité.

Nous nous arrêtons à l'industrie manufacturière: c'est la seule qui ne soit pas bien comprise.

L'industrie manufacturière embrasse, dans notre pensée, tout le travail qui se fait avec des machines ou des outils. Elle résume le travail ouvrier. Tout ouvrier est fabricant ou manufacturier. Tout homme qui prend un morceau de pierre, ou un morceau de bois, ou un morceau de métal, ou un produit quelconque et qui lui donne une forme et de la valeur par son travail, est manufacturier.

Maintenant le travail manufacturier peut se faire sur un plus ou moins grand pied. Il peut être le fait d'un individu travaillant seul ou pour

son propre compte; ou d'un bourgeois faisant travailler pour son compte plusieurs personnes, plusieurs ouvriers.

Or de la quantité de travail manufacturier faite dans un pays, dépend la prospérité de l'ouvrier.

Pour deux raisons:

La première, c'est que plus il y a de production manufacturière, plus il y a de prospérité générale, par conséquent plus les salaires sont élevés.

En second lieu, la prospérité générale se résolvant en la construction de plus de maisons, plus d'usines, plus de constructions de toute espèce, plus d'activité dans tous le mouvement matériel, que lorsqu'il y a stagnation dans la production manufacturière, par conséquent plus il y a d'industrie manufacturière, moins il y a de chômage; le montant réalisé par le travail de l'ouvrier doit donc nécessairement être plus élevé.

Ces vérités sont élémentaires. Il y a des gens lettrés qui croient que l'ouvrier n'est pas susceptible de les comprendre; au contraire c'est l'ouvrier qui les saisit le plus promptement et le mieux. Mais à une condition: c'est qu'on les lui explique.

Or il y des journaux qui n'admettent pas ce sujet dans leurs colonnes. S'ils l'admettent, ils le relèguent dans leurs colonnes d'annonces. Pourquoi? Parce qu'ils sont payés pour dire des mensonges, et que cela implique qu'on doit les payer pour faire connaître la vérité? C'est à raison de cette dernière assertion, son léc sur les faits, qu'ils mettent dans la partie lucrative de leur journal, ce sur quoi ils devraient au moins attirer l'attention dans leurs colonnes éditoriales.

Il nous est donné de voir en ce moment une correspondance d'ouvriers charpentiers de navires et caiffats, perdue dans les colonnes d'annonces de la *Minerve*. Dans cette correspondance on se plaint amèrement de la condition de cette classe d'ouvriers. Ce témoignage est attesté par trois ouvriers respectables. Il constate la condition extrêmement malheureuse de cette classe ouvrière. Les journaux qui proclament que le Canada est le pays le plus prospère du monde se gardent bien de mettre en relief les plaintes amères de l'ouvrier, plaintes qui sont le démenti de leurs félicitations illusoire. Or, il faut que la presse patriotique donne place à ces réclamations dans ses colonnes, afin qu'elles soient connues du pays entier. En exerçant une pression sur l'opinion publique, le gouvernement du pays aura probablement horde de tenir l'ouvrier dans cette condition coloniale où tout est misère et déception pour les classes ouvrières et pour la classe agricole en même temps. Il importe peu qu'on nous demande nos services. Chacun se doit à son pays, et personne ne doit perdre une occasion d'être utile à ses compatriotes.

Nous publions le mémoire des ouvriers charpentiers et caiffats dans l'une de nos plus prochaines éditions.

D'un autre côté, nous avons reçu une correspondance d'ouvriers menuisiers. Ils se plaignent eux aussi de leur condition. Ils affirment ne pouvoir vivre avec le salaire qui leur est payé. Ils s'en prennent aux contracteurs. Le mal vient de plus loin, comme nous l'avons dit. Nous publions leur correspondance, avec les explications qui précèdent et qui leur seront peut être utiles. Il importe que cette question soit discutée. Il importe qu'elle soit même bientôt résolue: car c'est l'intention des ouvriers menuisiers d'émigrer en masse aux Etats-Unis, si leur salaire n'est pas élevé. Le mal dont ils se plaignent existe. Il faut qu'il soit guéri promptement, qu'elqu'en soit la cause. Pour notre part nous contribuons de toutes nos forces à leur faire rendre justice, soit par les contracteurs, si la faute est en partie à ceux-ci, soit en travaillant à changer, dans leur intérêt, la condition du pays, qui est sacrifié aux intérêts britanniques.

MÉDÉRIC LANCOT.

CHOSSES MUNICIPALES

A l'heure qu'il est nous ne saurions porter un trop vif intérêt aux affaires municipales de Québec.

Les améliorations d'édilité les plus urgentes ne peuvent se faire parceque nous avons encore un large déficit à combler; et, en face des circonstances malheureuses où s'est trouvée la ville l'au dernier, le comité de finance, par la bouche du maire, est venu nous apprendre qu'il ne peut recommander de nouvelles taxes.

Le moment est donc mal choisi par le repré-